



| Informations de base | |
|--|--------------------|
| 2006/0285(COD) COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive | Procédure terminée |
| Contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés: compétences d'exécution conférées à la Commission Modification Directive 2006/43/EC 2004/0065(COD) Subject 2.50.08 Services financiers, information financière et contrôle des comptes 3.45.03 Gestion financière, prêts, comptabilité des entreprises | |

| Acteurs principaux | | | |
|-------------------------------|---|----------|----------------------------------|
| Parlement européen | Commission au fond | | Rapporteur(e) |
| | <div>JURI</div> Affaires juridiques | | DOORN Bert (PPE-DE) |
| | | | Date de nomination 29/01/2007 |
| Conseil de l'Union européenne | Formation du Conseil | Réunions | Date |
| | Environnement | 2856 | 2008-03-03 |
| Commission européenne | DG de la Commission | | Commissaire |
| | Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux | | MCCREEVY Charlie |

| Evénements clés | | | |
|-----------------|--|--|--------|
| Date | Evénement | Référence | Résumé |
| 22/12/2006 | Publication de la proposition législative | COM(2006)0903  | Résumé |
| 17/01/2007 | Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture | | |
| 04/10/2007 | Vote en commission, 1ère lecture | | Résumé |
| 10/10/2007 | Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture | A6-0374/2007 | |
| 14/11/2007 | Décision du Parlement, 1ère lecture | T6-0522/2007 | Résumé |
| 14/11/2007 | Résultat du vote au parlement |  | |
| 03/03/2008 | Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement | | |
| 11/03/2008 | Signature de l'acte final | | |
| 11/03/2008 | Fin de la procédure au Parlement | | |

| | | | |
|------------|---|--|--|
| 20/03/2008 | Publication de l'acte final au Journal officiel | | |
|------------|---|--|--|

Informations techniques

| | |
|------------------------------|--|
| Référence de la procédure | 2006/0285(COD) |
| Type de procédure | COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) |
| Sous-type de procédure | Note thématique |
| Instrument législatif | Directive |
| Modifications et abrogations | Modification Directive 2006/43/EC 2004/0065(COD) |
| Base juridique | Traité CE (après Amsterdam) EC 044-p2g |
| État de la procédure | Procédure terminée |
| Dossier de la commission | JURI/6/44483 |

Portail de documentation


Parlement Européen

| Type de document | Commission | Référence | Date | Résumé |
|--|------------|------------------------------|------------|------------------------|
| Projet de rapport de la commission | | PE390.576 | 04/07/2007 | |
| Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique | | A6-0374/2007 | 10/10/2007 | |
| Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique | | T6-0522/2007 | 14/11/2007 | Résumé |

Conseil de l'Union

| Type de document | Référence | Date | Résumé |
|---------------------|--------------------------------|------------|--------|
| Projet d'acte final | 03683/2007/LEX | 11/03/2008 | |

Commission Européenne

| Type de document | Référence | Date | Résumé |
|---|--|------------|------------------------|
| Document de base législatif | COM(2006)0903  | 22/12/2006 | Résumé |
| Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière | SP(2007)6527 | 18/12/2007 | |

Informations complémentaires

| Source | Document | Date |
|-----------------------|-------------------------|------|
| Parlements nationaux | IPEX | |
| Commission européenne | EUR-Lex | |

Contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés: compétences d'exécution conférées à la Commission

2006/0285(COD) - 22/12/2006 - Document de base législatif

OBJECTIF : modifier la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés en vue d'y introduire des références à la nouvelle procédure de réglementation avec contrôle (comitologie).

ACTE PROPOSÉ : Directive du Parlement européen et du Conseil.

CONTENU : la décision 1999/468/CE du Conseil fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission (comitologie) a été modifiée par la décision 2006/512/CE du Conseil (voir [CNS/2002/0298](#)).

La décision modifiée introduit une nouvelle procédure de réglementation avec contrôle pour les mesures de portée générale ayant pour objet de modifier des éléments non essentiels d'un acte de base adopté selon la procédure de codécision, y compris en supprimant certains de ces éléments ou en le complétant par l'ajout de nouveaux éléments non essentiels.

Cette procédure permet au législateur de s'opposer à l'adoption d'un projet de mesures « quasi législatives » visant à exécuter un acte adopté selon la procédure de codécision, lorsqu'il estime que le projet en question excède les compétences d'exécution prévues dans l'acte de base, ou que ce projet n'est pas compatible avec le but ou le contenu de cet acte, ou qu'il ne respecte pas les principes de subsidiarité ou de proportionnalité.

Dans une déclaration conjointe, les trois institutions ont arrêté une liste de 26 instruments juridiques déjà en vigueur qu'il convient d'adapter sans délai de façon à introduire la nouvelle procédure de réglementation avec contrôle (voir [ACI/2006/2152](#)). Chaque acte a été évalué individuellement, en tenant compte notamment de la nature des compétences d'exécution conférées à la Commission et de la spécificité du secteur concerné.

En outre conformément à la déclaration conjointe susmentionnée, la Commission propose d'abroger, lorsqu'elles existent, les dispositions de ces actes qui prévoient une limitation de durée pour la délégation des compétences d'exécution à la Commission.

Contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés: compétences d'exécution conférées à la Commission

2006/0285(COD) - 11/03/2008 - Acte final

OBJECTIF : modifier la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés en vue d'y introduire des références à la nouvelle procédure de réglementation avec contrôle (comitologie).

ACTE LÉGISLATIF : Directive 2008/30/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés, en ce qui concerne les compétences d'exécution conférées à la Commission.

CONTENU : la décision 1999/468/CE du Conseil fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission (comitologie) a été modifiée par la décision 2006/512/CE du Conseil (voir [CNS/2002/0298](#)).

La décision modifiée introduit une nouvelle procédure de réglementation avec contrôle pour les mesures de portée générale ayant pour objet de modifier des éléments non essentiels d'un acte de base adopté selon la procédure de codécision, y compris en supprimant certains de ces éléments ou en le complétant par l'ajout de nouveaux éléments non essentiels.

Cette procédure permet au législateur de s'opposer à l'adoption d'un projet de mesures « quasi législatives » visant à exécuter un acte adopté selon la procédure de codécision, lorsqu'il estime

- que le projet en question excède les compétences d'exécution prévues dans l'acte de base,
- ou que ce projet n'est pas compatible avec le but ou le contenu de cet acte,
- ou qu'il ne respecte pas les principes de subsidiarité ou de proportionnalité.

Dans une déclaration conjointe, les trois institutions ont arrêté une liste de **26 instruments** juridiques déjà en vigueur qu'il convient d'adapter sans délai de façon à introduire la nouvelle procédure de réglementation avec contrôle (voir [ACI/2006/2152](#)). Chaque acte a été évalué individuellement, en tenant compte notamment de la nature des compétences d'exécution conférées à la Commission et de la spécificité du secteur concerné.

L'objectif de la présente directive est d'adapter à la nouvelle procédure de réglementation avec contrôle, la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés.

Pour le 31 décembre 2010, puis au moins tous les trois ans, la Commission réexaminera les dispositions concernant ses compétences d'exécution et présentera au Parlement européen et au Conseil un rapport sur le fonctionnement de ces compétences et sur la nécessité d'y apporter éventuellement des modifications.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 21/03/2008.

Contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés: compétences d'exécution conférées à la Commission

2006/0285(COD) - 14/11/2007 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant le rapport de M. Bert **DOORN** (PPE-DE, NL), le Parlement européen a approuvé, en 1^{ère} de la procédure de codécision, la proposition de la Commission visant à adapter la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés à la nouvelle procédure de réglementation avec contrôle (comitologie).

S'agissant des articles 45(6), 46(2) et 47(3) de la directive 2006/43/CE concernant les aspects de pays tiers (responsables d'audit et organes d'audit de pays tiers, autorités compétentes de pays tiers), le texte amendé prévoit une procédure de réglementation avec contrôle en ce qui concerne les mesures visant à définir les critères d'adéquation généraux (ou à faciliter la coopération entre les autorités compétentes lorsqu'il y a adéquation) et à modifier des aspects non fondamentaux de la directive. Par ailleurs, le texte prévoit de suivre l'ancienne procédure de comitologie (sans contrôle) pour les décisions de la Commission touchant à l'évaluation de l'équivalence ou de l'adéquation des normes et exigences des pays tiers.

Les députés ont également introduit une clause de révision : pour le 31 décembre 2010, puis au moins tous les trois ans, la Commission réexaminera les dispositions concernant ses compétences d'exécution et présentera au Parlement européen et au Conseil un rapport sur le fonctionnement de ces compétences et sur la nécessité d'y apporter éventuellement des modifications.